

FEDERATION NATIONALE
DES DISTRIBUTEURS DE VEHICULES DE LOISIRS

(CAMPING-CARS, RESIDENCES MOBILES, CARAVANES)

SIEGE : Parc Innolin - 5, rue du Golf - 33700 MERIGNAC

STATUTS

MIS A JOUR PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2015

TITRE 1 - FORMATION - DENOMINATION - SIEGE

ARTICLE 1 - FORMATION - DENOMINATION

1.1 Le 19 avril 1983, les Membres de la Section Professionnelle « Distributeurs de caravanes », section créée en vertu de l'article 19 des statuts de la « Chambre Syndicale Nationale du Commerce des Articles de Sports, du Camping et du Caravaning », organisation professionnelle n° 6.923, ont constitué un groupement professionnel autonome, sous la dénomination de « *CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES DISTRIBUTEURS DE CARAVANES, AUTOCARAVANES ET MAISONS MOBILES* ».

1.2 Depuis le 25 septembre 2006, ce groupement a pour dénomination :

« FEDERATION NATIONALE DES DISTRIBUTEURS DE VEHICULES DE LOISIRS »
(Camping-cars, résidences mobiles, caravanes)

1.3 Il a pour sigle « **DICA** ».

ARTICLE 2- SIEGE

2.1 Le siège de la Fédération est à ce jour fixé à 33700 MERIGNAC, Parc Innolin - 5, rue du Golf.

2.2 Ce siège peut être transféré en tout autre lieu, par simple décision du Comité Directeur.



TITRE II - VOCATION - OBJET

ARTICLE 3 - VOCATION

3.1 La Fédération a pour vocation essentielle de regrouper sur l'ensemble du territoire national et des territoires et départements d'outre-mer les professionnels, personnes physiques ou morales, régulièrement inscrits au registre du commerce et/ou à la chambre des métiers, ayant pour activité principale ou accessoire la vente aux particuliers, la réparation, l'entretien, l'aménagement ou la location de camping-cars, résidences mobiles, habitations légères de loisirs, caravanes, remorques ou d'accessoires de ces véhicules et matériels de plein air liés à la pratique du camping.

3.2 Elle constitue une représentation officielle de ces professionnels auprès des Pouvoirs et Services Publics, des Administrations, des partenaires sociaux, des organisations de consommateurs, des organes consultatifs, des métiers, professions et de toutes les organisations professionnelles nationales et internationales.

ARTICLE 4 - OBJET

4.1 La Fédération a pour objet l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels, moraux, et généraux tant collectifs qu'individuels de ses adhérents et de la profession.

4.2 À ce titre, elle exerce notamment les activités suivantes :

- 1) L'étude et la mise œuvre de toutes mesures qu'elle jugera utiles pour réaliser cet objet.
- 2) La représentation et la défense des intérêts professionnels de ses adhérents et de la profession auprès des institutions et organisations visées à l'article 3.2 ci-dessus. La représentation de la profession auprès des organisations syndicales représentatives des salariés. La négociation et la conclusion avec celles-ci de la convention collective et d'une manière générale de tous accords relatifs au travail, à la formation professionnelle et à l'emploi.
- 3) l'étude de toutes questions et réformes ainsi que la recherche de toutes solutions à tous problèmes d'ordre technique, législatif, juridique, fiscal, économique, douanier et social concernant la profession ou ses adhérents et d'une manière générale à tous problèmes pouvant intéresser la profession ou ses adhérents. La diffusion à ces derniers de manière collective ou individuelle de toutes informations utiles s'y rapportant. L'apport à ses adhérents d'outils et d'une assistance dans ces domaines de nature à faciliter leur fonction d'employeur et leur activité professionnelle.
- 4) La mise en place de tous services à la profession et à ses adhérents destinés à faciliter ou favoriser l'exercice de leur activité ou à répondre à leurs besoins. L'établissement entre ses membres de relations permettant une meilleure défense des intérêts généraux de la profession et une meilleure compréhension de leurs problèmes professionnels communs.



5) Le concours à la formation des professionnels et de leurs salariés et la mise en place de toutes actions, structures et de tous événements nécessaires à cet effet.

6) La désignation de personnalités compétentes susceptibles de remplir les fonctions d'arbitre ou d'expert dans l'examen et le règlement des questions litigieuses intéressant la profession ou ses adhérents. La création de commissions ou la désignation de toute personne chargée de régler les différends soumis à l'arbitrage de la Fédération par le Tribunal de Commerce ou la Chambre de Commerces et d'industrie ou par toute autre instance judiciaire ou administrative ou par toute disposition contractuelle.

7) La création, l'organisation et le patronage de foires, salons, manifestations régionales ou nationales, événements en rapport avec la profession et d'une manière générale la promotion de celle-ci sous tous ses aspects.

8) L'adhésion à toutes organisations et unions nationales, européennes et internationales de la profession et la participation à leurs réunions.

9) Et de manière plus générale, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe.

4.3 Pour l'exercice de ses activités, la Fédération :

- dispose de tous les pouvoirs reconnus par la loi ;
- peut, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile concernant les faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'elle représente ;
- peut ester en justice dans la limite des dispositions réglementaires en vigueur ;
- peut conclure tout contrat, convention et accord et mettre en place tout partenariat.

TITRE III - CONDITIONS D'ADHESION - COLLEGES D'ADHERENTS

PERTE DE LA QUALITE D'ADHERENT

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ADHESION

Toute personne physique majeure, ou toute personne morale, quelle que soit sa nationalité peut adhérer à la Fédération sous réserve de réunir les conditions suivantes :

- Remplir les conditions définies à l'article 6 ci-dessous pour un des collèges déterminé et s'engager à se soumettre aux présents statuts et au règlement intérieur.
- Présenter sa candidature au Comité Directeur par courrier papier ou électronique en précisant le collège qu'elle souhaite intégrer. Lorsqu'il en existe un pour le collège choisi, le candidat utilise le formulaire d'adhésion mis à sa disposition au siège social de la Fédération ou sur le site internet de celle-ci.
- Etre agréé par le Comité Directeur aux conditions de majorité stipulées à l'article 12.5 ci-dessous, étant précisé que la décision de celui-ci n'a pas à être motivée.
- Acquitter la cotisation selon le barème en vigueur au jour de l'agrément de sa candidature.

ARTICLE 6 - COLLEGES D'ADHERENTS

Il existe quatre collèges d'adhérents :

6.1 Le Collège des Membres Indépendants

6.1.1 Peut adhérer à la Fédération en tant que Membre Indépendant toute personne physique ou morale qui :

- Est un professionnel inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou à la Chambre des Métiers avec un numéro de SIREN dédié.
- Exerce à titre principal une activité visée à l'article 3.1 ci-dessus au sein d'une structure immobilière installée en France (territoire national et territoires et départements d'outre-mer) permettant l'accueil du public et adaptée à l'exercice de celle-ci.

6.1.2 L'entité juridique qui adhère à la Fédération est représentée par son représentant légal ou toute personne physique que celui-ci mandate expressément. Le représentant légal ou la personne mandatée est convoqué aux assemblées générales et exerce le droit de vote de l'entité adhérente lors de celles-ci.

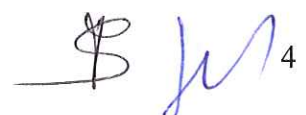
6.1.3 Toutefois, les groupes d'entités juridiques ayant chacune un numéro de SIREN distinct, répondant chacune aux critères définis à l'article 6.1.1 ci-dessus et unies entre elles par des liens juridiques ou économiques faisant prévaloir une unité de décisions entre elles, doivent désigner une d'entre elles qui adhère en leur nom à la Fédération. Le représentant légal de l'entité désignée ou le représentant personne physique qu'il aura expressément mandaté est seul convoqué aux assemblées et exerce seul le droit de vote de ce groupe lors de celles-ci. Sous réserve de l'exercice du droit de vote et de la convocation aux assemblées, chacune des entités de ce groupe a la qualité d'adhérent dépendant du collège des Membres Indépendants.

6.1.4 Chaque adhérent dépendant du collège des Membres Indépendants bénéficie de l'ensemble des services apportés par la Fédération.

6.2. Le collège des Groupements

6.2.1 Peut adhérer à la Fédération en tant que Groupement, tout groupement, union professionnelle, ou association réunissant sous une appellation commune au moins cinq (5) entités juridiques remplissant pour chacune d'entre elles les conditions définies à l'article 6.1.1 ci-dessus et ayant un numéro de SIREN distinct. Le Président du Groupement ou le représentant personne physique qu'il aura expressément mandaté adhère à la Fédération au nom des entités juridiques le composant.

6.2.2 Seul le Président d'un Groupement ou le représentant mandaté est convoqué aux assemblées et exerce le droit de vote du Groupement lors de celles-ci. Sous réserve de l'exercice du droit de vote et de la convocation aux assemblées, chacune des entités juridiques composant le Groupement a la qualité d'adhérent dépendant du collège des Groupements et bénéficie de l'ensemble des services apportés par la Fédération.



6.3 Le collège des Membres correspondants

6.3.1 Tout partenaire de la Fédération peut adhérer à celle-ci en qualité de Membre Correspondant.

6.3.2 L'entité juridique qui adhère à la Fédération est représentée par son représentant légal ou toute personne physique que celui-ci mandate expressément. Le représentant légal ou la personne mandatée est informée des assemblées générales.

6.3.3 Les adhérents dépendant du collège des Membres Correspondants ne bénéficient que de certains des services apportés par la Fédération tels qu'ils sont déterminés par celle-ci.

6.4 Le Collège des Membres associés

6.4.1 Peut adhérer à la Fédération en tant que Membre Associé, toute personne physique ou morale qui :

- est un professionnel inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou à la Chambre des Métiers ;
- exerce à titre accessoire une activité visée à l'article 3.1 ci-dessus au sein d'une structure immobilière installée en France (territoire national et territoires et départements d'outre-mer) permettant l'accueil du public et adaptée à l'exercice de celle-ci.

L'entité juridique qui adhère à la Fédération est représentée par son représentant légal ou toute personne physique que celui-ci mandate expressément.

6.4.2 Peut également adhérer en tant que Membre Associé :

Tout groupement, union professionnelle, ou association réunissant sous une appellation commune au moins cinq (5) entités juridiques remplissant pour chacune d'entre elles les conditions définies à l'article 6.4.1 ci-dessus et ayant un numéro de SIREN distinct.

Le Président du groupement, de l'union professionnelle, de l'association ou le représentant personne physique qu'il aura expressément mandaté adhère à la Fédération au nom des entités juridiques le composant.

Chacune des entités juridiques composant le groupement, l'union professionnelle ou l'association a alors la qualité d'adhérent dépendant du collège des Membres Associés.

6.4.3 Constitue une activité accessoire pour une entité juridique déterminée, celle qui représente moins de 50 % du chiffre d'affaires de l'entité considérée.

Pour un groupement, une union professionnelle, ou une association réunissant au moins cinq (5) entités sous une appellation commune, le pourcentage s'apprécie au niveau du chiffre d'affaires de l'ensemble des entités composant le groupement, l'union professionnelle, ou l'association.

6.4.4 Le représentant légal de l'entité ou le Président du groupement, de l'union professionnel ou de l'association ou la personne mandatée est informée des assemblées générales.

Chaque Membre Associé bénéficie de l'ensemble des services apportés par la Fédération.

6.5 Les Membres Correspondants et les Membres Associés :

- peuvent assister aux Assemblées Générales mais avec voix consultative seulement ;
- peuvent participer aux travaux des commissions mises en place par la Fédération ;
- ne peuvent pas faire partie du Comité Directeur.

6.6 Lorsqu'un membre adhérent demande à changer de collège, ce changement doit être agréé par le Comité Directeur.

ARTICLE 7 PERTE DE LA QUALITE D'ADHERENT

7.1 La qualité d'adhérent se perd de plein droit dans les cas suivants :

7.2 Démission donnée par une lettre recommandée adressée à la Fédération à l'attention de son Président (perte de la qualité d'adhérent au jour de la réception du courrier par la Fédération).

7.3 Non exercice depuis au moins 3 mois d'au moins une des activités que doit exercer un adhérent de la Fédération à titre principal ou à titre accessoire et telle qu'elle est définie à l'article 3.1 ci-dessus (perte de la qualité d'adhérent le dernier jour du délai de 3 mois).

7.4 Décès (pour les personnes physiques/perte de la qualité d'adhérent le jour du décès).

7.5 Liquidation judiciaire (perte de la qualité d'adhérent le jour où la liquidation est opposable aux tiers).

7.6 Défaut de paiement de la cotisation (perte de la qualité d'adhérent 30 jours après la réception de la dernière relance par lettre recommandée avec accusé de réception).

7.7 Tout autre cas dans lequel l'adhérent ne remplit plus les conditions stipulées aux articles 5 et 6 ci-dessus (perte de la qualité d'adhérent le jour où la condition n'est plus remplie).

7.8 Radiation par le Comité Directeur pour non-respect des présents statuts ou du règlement intérieur, l'adhérent ayant été préalablement invité à présenter sa défense (perte de la qualité d'adhérent le jour du Comité Directeur prononce la radiation).



6

COMITE DIRECTEUR - PRESIDENT DE LA FEDERATION

ARTICLE 8 - COMPOSITION DU COMITE DIRECTEUR - MEMBRES DE DROIT

8.1 La Fédération est administrée par un Comité Directeur.

8.2 Le Comité Directeur est composé :

- De représentants du collège des Membres Indépendants. Chaque représentant légal personne physique d'un Membre Indépendant à jour de ses cotisations peut présenter sa candidature pour siéger au Comité Directeur pour le Membre Indépendant qu'il représente. Il peut également mandater expressément une personne physique qui siègera au Comité Directeur pour ce Membre Indépendant. Le représentant légal ou la personne mandatée est alors soumis à l'agrément du Comité Directeur, étant précisé que la décision de celui-ci n'a pas à être motivée. Quelle que soit la date à laquelle il est nommé, ses fonctions prennent fin à l'issue de la première assemblée suivant son agrément et appelée à nommer le nouveau Président de la Fédération ou à renouveler ses fonctions.
- Du représentant désigné (représentant légal ou représentant mandaté de l'entité du groupe désignée) de chaque groupe d'entités juridiques dépendant du Collège des Membres Indépendants visé à l'article 6.1.3 ci-dessus à jour de ses cotisations qui est donc membre de droit du Comité Directeur, sous réserve que l'une au moins des conditions suivantes soit remplie :
 - Les entités juridiques composant le groupe exploitent au total au moins dix points de vente distincts (fonds de commerce avec n° de SIRET distincts) ;
 - Les entités juridiques composant le groupe emploient ensemble au moins deux cents (200) salariés.
- Du Président ou du représentant mandaté de chacun des Groupements de la Fédération à jour de ses cotisations qui est donc membre de droit du Comité Directeur.

Il est précisé en tant que de besoin qu'un adhérent dépendant du collège des Membres Indépendants ou un groupe d'entités juridiques dépendant du collège des Membres Indépendants ou un Groupement ne peut être représenté au Comité Directeur que par une seule personne physique.

8.3 La qualité de membre du Comité Directeur se perd de plein droit lorsque les critères d'éligibilité ci-avant mentionnés ne sont plus remplis ou par démission ou par décès.

8.4 Après chaque élection de Président, les membres du Comité Directeur élisent en leur sein un Secrétaire Général/Trésorier.



ARTICLE 9 - PRESIDENT DE LA FEDERATION

9.1 L'Assemblée Générale Ordinaire élit le Président de la Fédération pour une durée de deux (2) ans aux conditions de majorité stipulées à l'article 15.4 ci-dessous.

Le Président est obligatoirement le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet d'un adhérent de la Fédération qui dépend du collège des Membres Indépendants ou des Groupements et justifie d'une adhésion depuis au moins trois années de date à date au jour de la présentation de la candidature. Le représentant légal ou le représentant mandaté doit en outre justifier être ou avoir été un professionnel dans le secteur des activités visées aux 3.1 ci-dessus pendant au moins cinq années de date à date au jour de la présentation de sa candidature soit en qualité d'exploitant individuel soit en qualité de dirigeant d'une société. S'il n'est pas membre du Comité Directeur avant son élection, son élection lui confère cette qualité de plein droit. Il siège alors au Comité Directeur en tant que Président de la Fédération et en tant que membre du Comité Directeur pour l'adhérent qu'il représente. Il ne dispose que d'une seule voix sous réserve des cas où sa voix est prépondérante.

9.2 Les candidatures à la présidence doivent être adressées au siège de la Fédération quinze (15) jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale amenée à élire le Président de la Fédération ou à renouveler ses fonctions par lettre recommandée avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi.

9.3 En l'absence de candidature, l'élection du Président de la Fédération est reportée et les membres du Comité Directeur doivent désigner l'un d'entre eux pour assurer l'intérim de la gestion de la Fédération.

9.4 De même, en cas de décès, de démission du Président de la Fédération, ou d'incapacité de ce dernier à exercer ses fonctions, les membres du Comité Directeur doivent désigner l'un d'entre eux pour assurer l'intérim de la gestion de la Fédération. Les élections d'un nouveau Président de la Fédération interviennent alors à la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

ARTICLE 10 - POUVOIRS DU COMITE DIRECTEUR ET DU PRESIDENT DE LA FEDERATION

10.1 Le Comité Directeur définit la politique générale, gère et administre la Fédération dans l'intérêt de la profession. Il procède à l'arrêté des comptes à soumettre à l'Assemblée Générale et élabore le budget prévisionnel. Il entérine les résolutions qui seront proposées au vote de l'Assemblée Générale extraordinaire. Il dispose des pouvoirs d'administration nécessaires pour assurer le fonctionnement de la Fédération, notamment pour la mise en œuvre des moyens nécessaires. Il élabore le Règlement Intérieur. Il peut demander au Président de la Fédération de procéder à la convocation d'une Assemblée Générale s'il le juge nécessaire sur un ordre du jour déterminé. Il détermine le barème des cotisations. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un tiers nommément désigné.

10.2 Le Président de la Fédération représente la Fédération vis-à-vis des tiers et applique et met en œuvre la politique définie par le Comité Directeur avec l'assistance du Délégué Général, des autres salariés de la Fédération et du Secrétaire/Trésorier. Il dirige les réunions du Comité Directeur et les Assemblées Générales. Il convoque les Assemblées Générales Ordinaires et



Extraordinaires de sa propre initiative ou sur demande du Comité Directeur et élabore l'ordre du jour de celles-ci. Il dispose des pouvoirs de gestion courante (notamment engagements et dépenses) qu'il peut déléguer au Secrétaire/Trésorier et peut prendre toute mesure d'urgence. Il est responsable de la gestion du personnel de la Fédération dans le respect des dispositions budgétaire et de l'organigramme. En son absence, il est remplacé par un autre membre du Comité Directeur qu'il aura mandaté, soit temporairement soit de façon permanente. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un tiers nommément désigné et peut notamment déléguer tout ou partie de la gestion de la Fédération et de son personnel au Délégué Général.

10.3 Dans le but de faciliter les travaux du Comité Directeur, le Président peut décider de la création de Commissions spécialisées dont il nomme les Membres qui peuvent être choisis en dehors du Comité Directeur.

Chaque Commission se réunit sur convocation du Président de la Commission ou du Président de la Fédération ou du Délégué Général.

ARTICLE 11 - FONCTIONNEMENT DU COMITE DIRECTEUR

11.1 Le Comité Directeur se réunit à l'initiative du Président de la Fédération ou du Délégué Général de la Fédération aussi souvent que l'intérêt de la Fédération ou de la profession le rend nécessaire. Il peut en outre être convoqué à la demande de 1/3 de ses membres. Le ou les personnes qui procèdent à sa convocation fixent son ordre du jour.

11.2 Chaque membre du Comité Directeur peut se faire représenter aux séances du Comité Directeur par une personne physique qui aura été préalablement agréée par le Président de la Fédération. L'agrément donné ne vaut que pour une séance donnée du Comité Directeur.

ARTICLE 12 - DELIBERATIONS DU COMITE DIRECTEUR

12.1 Sous réserve de ce qui est stipulé à l'alinéa ci-dessous, le Comité Directeur délibère valablement quel que soit le nombre de membres ayant une voix délibérative présents ou représentés.

Lorsque la question portée au vote du Comité Directeur concerne l'agrément d'un nouveau membre du Comité Directeur, l'arrêté des comptes et l'élaboration du budget prévisionnel, l'agrément d'un nouvel adhérent ou la radiation de l'un d'eux, le Comité Directeur ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres ayant une voix délibérative est présente ou représentée à la réunion.

A défaut de quorum, une nouvelle réunion du Comité Directeur sur le même ordre du jour doit intervenir à l'initiative du Président de la Fédération ou du Délégué Général.

12.2 Chaque membre du Comité Directeur dispose d'une voix délibérative quel que soit le collège dont il dépend.

12.3 Le scrutin secret est de droit dès lors qu'il est réclamé par un seul des membres présents du Comité Directeur.

 9

12.4 Les séances du Comité Directeur sont présidées par le Président de la Fédération et en son absence, par un membre du Comité Directeur désigné en séance à la majorité simple des membres présents.

12.5 Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de la Fédération ou à défaut de présence de celui-ci, celle du Président de séance est prépondérante.

12.6 Il est établi un procès-verbal de chaque séance du Comité Directeur. Celui-ci est envoyé dans les meilleurs délais à chacun de membres du Comité Directeur et son texte est soumis pour approbation à la séance suivante du Comité Directeur. Après approbation, il devient définitif et est signé par le Président de la Fédération.

12.7 Le Comité Directeur peut également être consulté par mail sur une question à laquelle il doit être apporté une réponse sans pouvoir attendre une réunion ou sur l'agrément d'un nouvel adhérent. Le Président de la Fédération est seul compétent pour déterminer le caractère d'urgence d'une question et donc de la nécessité de consulter les membres du Comité Directeur par mail.

Si la question soumise aux membres du Comité Directeur par mail nécessite un vote :

- les règles de quorum et de majorité sont identiques à celles stipulées à l'article 12.1 et à l'article 12.5 ci-dessus ;
- seules sont pris en compte, pour le calcul du quorum et de la majorité, les réponses exprimées dans le délai qui est imparti aux membres du Comité Directeur pour voter.

ARTICLE 13 - DROIT D'UN MEMBRE D'ETRE ENTENDU PAR LE COMITE DIRECTEUR

Tout Membre de la Fédération peut être entendu en séance du Comité Directeur s'il en fait la demande par écrit au Président de la Fédération trente jours au moins avant la Séance. Cette demande doit indiquer la question qu'il désire discuter ou soumettre.

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 14 - ASSEMBLEES GENERALES

14.1 Les Assemblées Générales sont composées de l'ensemble des adhérents de la Fédération à jour de leur cotisation et pouvant justifier de leur identité.

14.2 Seuls les adhérents dépendant des collèges visés aux articles 6.1 et 6.2 ci-dessus ont voix délibérative.

Chaque point de vente dûment inscrit au registre du commerce et des sociétés et/ou à la chambre des métiers et identifié par un numéro de SIRET dédié donne droit à une voix délibérative.



Aussi, le droit de vote est exercé dans les conditions suivantes :

- Pour le Collège des Membres Indépendants :
 - chacune des entités juridiques visées à l'article 6.1.2 ci-dessus dispose d'autant de voix délibératives que le nombre d'établissements qu'elle exploite ;
 - Chacun des groupes d'entités juridiques visés à l'article 6.1.3 ci-dessus dispose d'autant de voix délibératives que le nombre d'établissements exploités par les entités juridiques le composant.
- Pour le Collège des Groupements :
Chacun des Groupements visés à l'article 6.2 ci-dessus dispose d'autant de voix délibératives que le nombre d'établissements exploités par les entités juridiques le composant.

14.3 Les Assemblées Générales sont convoquées par le Président de la Fédération.

La convocation est adressée individuellement à tous les adhérents ou représentant d'adhérents (pour les groupes d'entités juridiques et Groupements) ayant un droit de vote et à jour de leur cotisation par courrier papier ou électronique quinze jours francs au moins avant l'assemblée (date d'envoi non comptée dans le calcul du délai et date de réception comptée pour le calcul du délai) et est accompagnée de l'ordre du jour. Les autres adhérents sont informés de la tenue d'une Assemblée Générale par tout autre moyen (courrier, mail, fax, presse, site internet...).

La convocation du Commissaire aux comptes lui est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans les mêmes délais et est accompagnée de l'ordre du jour.

14.4 Tout adhérent peut se faire représenter à une Assemblée par un autre adhérent ou représentant d'adhérents pouvant justifier de son identité. A cet effet, le mandataire doit présenter au plus tard au moment de l'Assemblée le mandat dont le formulaire aura été joint à la convocation du mandant dûment signé. Le mandat ne peut être donné que pour une assemblée et doit être global (il concerne la totalité des résolutions et la totalité des voix dont le mandant est titulaire). Le mandat n'est pris en compte que s'il est présenté au plus tard au moment de la signature de la feuille de présence de l'Assemblée pour laquelle il est donné.

14.5 Chaque Assemblée donne lieu à l'établissement d'une feuille de présence signée uniquement par les adhérents ou représentants d'adhérents (groupes d'adhérents et Groupements) ayant un droit de vote ou leur mandataire.

Les Assemblées sont présidées par le Président de la Fédération et en son absence, par une personne choisie en priorité parmi les membres du Comité Directeur et désignée au début de l'Assemblée pour exercer cette fonction.

14.6 Elles délibèrent sur les questions qui sont portées à l'ordre du jour.

Le Président de la Fédération peut refuser toute discussion ou tout vote sur une question qui ne serait pas portée à l'ordre du jour.

Tout adhérent de la Fédération peut demander à ce qu'il soit porté une question à l'ordre du jour. Il doit adresser sa demande par courrier papier ou électronique au siège social de la Fédération au moins dix jours avant la date de l'Assemblée Générale concernée.

14.7 Les adhérents et représentants d'adhérents (groupes d'entités juridiques et Groupements) présents ou leur mandataire ayant voix délibérative procèdent au vote des décisions soumises aux Assemblées Générales à main levée. Toutefois, le scrutin secret est de droit s'il est réclamé par au moins dix (10) adhérents et/ou représentants d'adhérents (groupes d'entités juridiques et Groupements) présents ayant voix délibérative.

ARTICLE 15 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

15.1 Chaque année, il est convoqué une Assemblée Générale Ordinaire au cours de laquelle le Président de la Fédération assisté des permanents salariés de la Fédération et du Secrétaire/Trésorier rend compte de l'activité de la Fédération.

15.2 Le Président de la Fédération donne lecture d'un rapport d'activité résumant les travaux de la période écoulée.

Il est également procédé à la présentation du rapport du Commissaire aux comptes.

Le Secrétaire Général/Trésorier rend compte de l'état des finances et de l'emploi des fonds.

15.3 L'Assemblée Générale Ordinaire :

- Entérine le barème des cotisations ;
- Approuve les comptes et donne quitus de sa gestion au Comité Directeur ;
- Entérine l'augmentation ou la diminution des ressources de la Fédération ;
- Procède à l'élection du Président de la Fédération tous les deux ans ;
- Nomme le Commissaire aux comptes titulaire et le commissaire aux comptes suppléant ;
- Prend toutes décisions utiles à la défense et à la promotion de la profession.

15.4 Les décisions sont prises à la majorité absolue des adhérents et représentants d'adhérents (groupes d'entités juridiques et Groupements) présents ou représentés ayant voix délibérative.

ARTICLE 16 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

16.1 Le Président de la Fédération peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire pour délibérer sur une question qui ne relève pas de l'Assemblée Générale Ordinaire.

16.2 Notamment l'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour :

- Procéder à la modification des statuts ;
- Décider la dissolution et la liquidation de la Fédération ;
- Décider de l'alliance ou de la fusion de la Fédération avec d'autres fédérations ou syndicats.

16.3 Les décisions sont prises à la majorité des 2/3 des adhérents et représentants d'adhérents (groupes d'entités juridiques et Groupements) présents ou représentés ayant voix délibérative.

ARTICLE 17 - EXERCICE COMPTABLE

L'exercice comptable débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 18 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un Commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant doivent être nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de 6 exercices.

Leur mandat prend fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statue sur les comptes du sixième exercice suivant leur nomination.

ARTICLE 19 - RESSOURCES

Les ressources de la Fédération se composent :

- des cotisations des Membres adhérents ;
- des subventions et allocations attribuées ;
- des dons et legs reçus ;
- des intérêts de tous titres et fonds placés ;
- des produits des services qu'elle-même ou ses partenaires mettent en place ;
- des remboursements des frais engagés pour services rendus par la Fédération à des tiers ;
- de tous autres revenus autorisés par la Loi.

Le patrimoine de la Fédération répond seul des engagements contractés par cette dernière, sans qu'un de ses membres, même ceux qui participent à son administration, ou sont appelés à signer en son nom puisse en être tenu personnellement responsable.

ARTICLE 20 - COTISATIONS

La Cotisation est annuelle et le barème des cotisations est déterminé chaque année par le Comité Directeur, et ratifié par l'Assemblée Générale Ordinaire.

ARTICLE 21 - REMBOURSEMENT DES FRAIS

Les membres du Comité Directeur exercent leurs fonctions bénévolement. Toutefois, les frais engagés pour participer aux réunions, instances statutaires et groupes de travail sont remboursés sur la base de règles approuvées par le Secrétaire/Trésorier.

En outre, les frais supportés par des personnes à l'occasion de missions, groupe de travail ou commissions sont remboursés dans le respect des conditions légales et sur la base de règles approuvées par le Secrétaire/Trésorier.



TITRE VI - DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 22 - DISSOLUTION

La dissolution de la Fédération est prononcée, s'il y a lieu, sur la proposition du Comité Directeur par une Assemblée Générale Extraordinaire spécialement convoquée à cet effet.

ARTICLE 23 - LIQUIDATION

En cas de dissolution de la Fédération, la liquidation de l'actif social est faite conformément aux lois en vigueur et aux décisions prises en Assemblée Extraordinaire, par les soins du Comité Directeur en place.

TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 24 - PERSONNEL DE LA FEDERATION

Pour conduire son action et mettre en œuvre les décisions du Comité Directeur et du Président de la Fédération, la Fédération s'assure le concours d'un personnel qualifié encadré par un Délégué Général.

Le Délégué Général est également chargé, avec le Président de la Fédération, de la représentation institutionnelle de la Fédération.

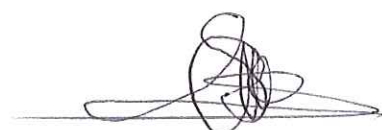
Le Comité Directeur et le Président peuvent déléguer certains de leurs pouvoirs au Délégué Général.

ARTICLE 25 - REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur élaboré par le Comité Directeur détermine les modalités d'application des présents statuts et les rapports entre la Fédération et ses membres dans le cadre des présents statuts.

ARTICLE 26 - COPIES – EXTRAITS

Pour faire foi, les copies ou extraits des présents statuts doivent être signés et certifiés conformes par le Président de la Fédération ou, à défaut, par deux Membres du Comité Directeur.



14